

OUZBÉKISTAN

Seule une enquête indépendante pourra faire la lumière sur les violences récentes

Index AI : EUR 62/008/2005

ÉFAI

Lundi 16 mai 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International condamne fermement le recours excessif à la force qui aurait été employé contre des civils à Andijan et appelle les autorités ouzbèkes à autoriser sans délai l'ouverture d'une enquête indépendante sur les événements ; les conclusions de cette enquête devront être rendues publiques et les responsables présumés des violences traduits en justice.

L'organisation est très préoccupée par les rapports qui lui parviennent faisant état de la mort de très nombreuses personnes – hommes, femmes et enfants – sur lesquelles les troupes gouvernementales auraient ouvert le feu lors d'une manifestation organisée le 13 mai. De sources officielles, on parle de dizaines de morts, principalement d'agents de la force publique, mais selon des témoins oculaires et des membres du personnel médical de l'hôpital d'Andijan, interrogés avant que toutes les communications ne soient coupées avec la ville, il y aurait eu plusieurs centaines de morts et de très nombreux blessés.

« La grande majorité des milliers de manifestants qui s'étaient rassemblés sur la place principale de la ville pour réclamer plus de justice et moins de pauvreté étaient sans arme et pacifiques. Malgré cela, les troupes auraient ouvert le feu sans sommation à partir de véhicules blindés de transport de troupes, tirant indistinctement sur les hommes, les femmes et les enfants qui s'enfuyaient dans la panique », a déclaré Amnesty International.

Amnesty International redoute que les autorités ouzbèkes ne prennent prétexte des événements à Andijan pour justifier une répression accrue des opposants et restreindre encore la liberté d'expression en Ouzbékistan, ce qui risque de conduire à une vague d'arrestations arbitraires dans tout le pays, au nom de la « sécurité de l'État » et de la « guerre contre le terrorisme ».

« Les défenseurs des droits humains d'Ouzbékistan ont prévenu que des membres des forces de l'ordre fouillaient Andijan à la recherche des organisateurs présumés de la manifestation, passant de maison en maison et

arrêtant arbitrairement toute personne soupçonnée d'avoir participé au mouvement de protestation, selon Amnesty International.

« Les manifestants et leurs familles sont en grand danger d'être arrêtés. La torture des détenus pour leur faire passer des aveux est une pratique courante en Ouzbékistan. Après avoir coupé toutes les communications avec Andijan et bloqué tout accès à la ville, les autorités peuvent agir en toute impunité. »

Amnesty International craint que les autorités n'aient recours à une force excessive pour mettre un terme aux troubles à l'ordre public qui ont commencé à Kara-Suu (Korasuv), ville située à la frontière avec le Kirghizistan, pendant le week-end. L'organisation appelle les autorités à ne faire usage d'un recours proportionné à la force que si cela est absolument inévitable pour protéger des vies humaines, conformément aux Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois.

Complément d'information

Dans la nuit du 12 au 13 mai 2005, un groupe d'hommes armés non identifiés s'est emparé du bâtiment de la prison d'Andijan, et aurait libéré tous les prisonniers – environ 1 200 hommes. Un peu plus tard le même jour, des soldats auraient encerclé, sur la place principale de la ville, une foule de plusieurs milliers de manifestants réclamant plus de justice et de liberté et moins de pauvreté. Selon certaines informations, il y aurait eu échanges de coups de feu entre des hommes armés et des soldats, et des tirs auraient visé la foule. Les causes du déclenchement des événements d'Andijan restent confuses ; il pourrait y avoir un lien avec le procès de 23 hommes d'affaires locaux accusés « d'extrémisme islamiste ». Amnesty International suit le procès en raison d'allégations de torture contre les accusés. Tout au long de la semaine dernière, jusqu'à un millier de proches et partisans des 23 hommes, qui nient toute relation avec des groupes islamistes interdits, ont organisé des sit-in pacifiques sans précédent devant le palais de justice pour protester de l'innocence de ces hommes et dénoncer les actes de torture qu'ils auraient subis.

En février 1999, les autorités ouzbèkes avaient arrêté des partisans laïcs et religieux de l'opposition ainsi que des sympathisants et leurs familles, en même temps que des membres de congrégations islamistes indépendantes qu'elles soupçonnaient d'être impliqués dans des attentats, décrits par les autorités comme

tentative d'assassinat sur la personne du président Karimov. Des milliers de musulmans pieux continuent de purger de longues peines de prison, prononcées à l'issue de procès inéquitables pour activités contraires à l'intérêt de l'État.

En 2004, des centaines d'hommes et de femmes, présentés comme de fervents musulmans, ainsi que leurs proches, ont été placés en détention arbitraire après une série d'explosions et d'attaques de barrages policiers dans la capitale Tachkent et dans la ville de Boukhara et des attentats suicides contre les ambassades des États-Unis et d'Israël. Des dizaines d'hommes et de femmes ont été condamnés à l'issue de procès inéquitables pour « *terrorisme* ». Des preuves obtenues sous la torture auraient été jugées recevables par le tribunal.

Pour les autorités ouzbèkes, ces attaques étaient liées à la coopération du pays avec les États-Unis dans le cadre de la « *guerre au terrorisme* ». Malgré tout, le Département d'État américain a stoppé toute aide au pays en juillet 2004.

En avril 2004, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement a supprimé ses aides et tout investissement dans le pays en raison de l'incapacité du gouvernement ouzbek à respecter les normes établies par la Banque en matière de droits humains.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a critiqué les élections parlementaires qui se sont déroulées en décembre 2004, déclarant qu'elles étaient loin de répondre aux normes internationales en matière d'élections démocratiques.

La peine capitale est toujours prononcée en Ouzbékistan et des exécutions continuent de s'y dérouler. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>